

Événement

SOCIAL ET FORMATION

Eviter le naufrage des jeunes

Le gouvernement a débloqué une enveloppe de 6,5 milliards d'euros pour les moins de 25 ans, dont 400 000 seraient en situation d'exclusion ou de pauvreté. Suffisant pour empêcher leur taux de chômage de grimper à 30% ?

On les désigne par un funeste surnom : la génération sacrifiée. Les jeunes sont les principales victimes de la crise. En juillet, d'après Pôle emploi, le nombre de demandeurs d'emploi de moins de 25 ans, de catégorie A, ceux qui n'ont pas travaillé dans le mois, culminait à quelque 550 000 personnes, soit une augmentation de 20% par rapport à février dernier. Pis, au vu de l'ampleur de la crise qui se profile, leur taux de chômage pourrait bien grimper à plus de 30% d'ici à la fin de l'année. Et pour cause : les embauches étant au point mort, les quelque 700 000 jeunes qui débarquent sur le marché du travail, comme chaque année, vont avoir beaucoup de mal à trouver un job.

Bond de l'apprentissage

Pour parer à l'urgence, le gouvernement a débloqué une enveloppe de 6,5 milliards d'euros pour financer son plan baptisé « un jeune = une solution » dont les grandes lignes ont été présentées en juillet dernier. Le gros de l'effort porte sur l'apprentissage, une voie royale pour s'insérer sur le marché du travail : toutes les entreprises pourront toucher une aide de 5000 euros pour l'embauche d'un alternant de moins de 18 ans et de 8000 euros pour ceux ayant entre 18 et 30 ans. L'objectif est clair : ne pas casser la belle dynamique de l'apprentissage amorcée avec la réforme de 2018. En dynamisant l'ancien système jugé archaïque et peu efficace, Emmanuel Macron a réussi à booster la filière : en 2019, le nombre de contrats d'apprentissage a bondi à plus 16% pour dépasser la barre des 350 000, selon les données du ministère du Travail. « Les aides sont conséquentes, ce qui est de nature à soutenir cette



filrière, commente Inès Minin, secrétaire nationale de la CFDT. La balle est désormais dans le camp des entreprises pour recruter des jeunes. » Message reçu cinq sur cinq par le Medef, la première organisation hexagonale : « *Le gouvernement a pris ses responsabilités avec son Plan Jeunes, avance Patrick Martin, président délégué de l'organisation. A nous, grandes et moins grandes entreprises, de prendre les nôtres. Cette formation au plus près du terrain est une réponse adaptée aux besoins des entreprises, à une époque d'obsolescence rapide des métiers.* »

40 000 jobs pour 1 milliard

Dans la même veine, le gouvernement a dégainé une aide exceptionnelle de 4000 euros pour tout jeune recruté entre août 2020 et janvier

Formation à la cuisine dans l'école de Thierry Marx, à Clichy-sous-Bois, en juillet. Les embauches étant au point mort, notamment dans la restauration, les quelque 700 000 jeunes qui débarquent sur le marché du travail, comme chaque année, vont avoir du mal à trouver un emploi.

2021. Cette mesure rappelle furieusement la prime à l'embauche de François Hollande mise en place en 2016 pour doper l'emploi. Paradoxe, elle avait été arrêtée un an plus tard par Emmanuel Macron en raison de son manque d'efficacité : selon des estimations de l'Insee, cette prime n'aurait permis de créer que 40 000 jobs pour un coût important d'un milliard d'euros par an. « *Ce dispositif ne va pas changer fondamentalement la donne, affirme Yveline Pouillot, secrétaire générale de GMBA, un cabinet d'expertise comptable. Les entreprises en difficulté dont l'activité a été très impactée par la crise sanitaire comme les restaurateurs ne vont pas embaucher malgré les aides importantes. De plus, le danger c'est de créer un effet d'aubaine important pour les entreprises qui*



avaient déjà prévu d'embaucher. » Pour éviter cet écueil, la CFDT souhaite que les comités sociaux et économiques (CSE) des entreprises recevant des aides du plan de relance donnent un avis sur l'utilisation de ces fonds publics pour un contrôle au plus près du terrain. « Les 100 milliards d'euros du plan de relance, ce n'est pas un chèque en blanc aux entreprises, met en garde Laurent Berger, le leader cégétiste. Il y a un risque énorme, c'est d'arroser le sable. »

2 800 renforts à Pole emploi

Reste le volet social pour accompagner les moins de 25 ans les plus en difficulté. Pour ne laisser personne sur le bord du chemin, le gouvernement a décidé de créer quelque 200 000 places de formation orientées vers des métiers d'avenir ou encore 300 000 places

PRIMES ET PLACES

4 000 euros d'aide pour tout jeune recruté avant janvier 2021.

5 000 euros pour recruter un alternant de moins de 18 ans (8 000 pour un alternant majeur).

200 000 places de formation orientées vers des métiers d'avenir.

300 000 places dans des programmes d'insertion.

dans des programmes d'insertion comme les Parcours emploi compétences, réminiscence des emplois jeunes de Lionel Jospin au début des années 2000, un dispositif très critiqué par certains (*lire ci-contre la chronique de Pierre Cahuc*). En parallèle, les effectifs de Pôle emploi vont être renforcés avec le recrutement de 2 800 nouveaux conseillers, dont

la moitié s'occupera des moins de 25 ans. Une batterie de mesures qui vont dans le bon sens, selon Inès Minin, de la CFDT, mais qui ne sont pas suffisantes pour lutter contre la précarisation de milliers de jeunes : « *Quelque 400 000 jeunes de moins de 25 ans sont en situation d'exclusion et de pauvreté, affirme-t-elle. Il ne faut pas les abandonner. C'est pour cela que nous plaçons pour l'ouverture des droits d'obtention du revenu de solidarité active (RSA).* » Quoi qu'il en coûte pour sauver les jeunes de la noyade...

Florian Fayolle